

La voix de l'Opposition de gauche

Le changement dans la continuité ou faites tomber les masques. (suite)

2 août 2012

1- En famille.

1.1- *«Nous avons rappelé une nouvelle fois notre volonté de tout faire pour que, d'abord, les décisions du Conseil européen de la fin du mois de juin soient appliquées, que la zone euro soit défendue, préservée, consolidée et que nous puissions travailler à son intégrité, c'est-à-dire à ce que les questions qui sont posées soient réglées dans le cadre de la zone euro»,* a déclaré F. Hollande à la presse depuis le perron de l'Élysée, à l'issue d'un déjeuner de travail avec le chef du gouvernement italien, Mario Monti. (31.07)

1.2- François Hollande et Barack Obama ont exprimé mercredi leur *"intérêt commun à la stabilité de la zone euro"* sur fond de divergences entre Européens sur les moyens d'y parvenir et à la veille d'une annonce possible de la BCE d'action d'envergure sur le marché de la dette.

Selon la présidence française, les deux dirigeants ont eu par téléphone *"un échange approfondi sur la situation économique internationale et ont exprimé leur intérêt commun à la croissance en Europe et à la stabilité de la zone euro, nécessaires à la reprise de l'activité économique mondiale"*. (AFP 01.08)

2- Décryptage de la propagande officielle

"Il nous reste à donner au pays la cohérence de l'action publique qu'il attend, et cette cohérence passera par nos trois priorités : le redressement des comptes publics et de l'industrie, la justice et la priorité à la jeunesse. Et donc, pour faire tout cela, pas de temps à perdre", a déclaré le chef de l'État, dans des propos rapportés par la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem.

"Nous sommes persuadés que la meilleure façon de réussir les réformes, c'est de refaire circuler la sève dans le corps social", a commenté la porte-parole du gouvernement, vantant la *"concertation"* après *"un quinquennat abrupt et expéditif"*. (lepoint.fr 01.08)

1- Le redressement des comptes publics = payer la dette des nantis, étrangler les budgets sociaux de l'Etat, bloquer ou diminuer les salaires des fonctionnaires...

2- Le redressement de l'industrie = accroître la compétitivité et la flexibilité voulu par le Medef, baisser les salaires par le biais du chômage partiel, le généraliser autant que faire se peut, tailler à la hache dans la législation du travail, accorder de nouveaux cadeaux aux patrons (poursuite et augmentation des exonérations de cotisations sociales)...

3- La justice, sans doute augmenter le nombre de places dans les prisons, aucune précision n'a été donnée...

4- Quant à la jeunesse, la mal-aimée, la sacrifiée = 100.000 emplois jeunes payés au smic dans des organismes (associations) financés en grande partie par l'Etat et dont l'existence est aléatoire, alors

qu'il y a plus 5 millions de chômeurs en France, pour ces millions de chômeurs, le gouvernement n'a rien à leur proposer...

On a gardé le meilleur pour la fin.

"Nous sommes persuadés que la meilleure façon de réussir les réformes, c'est de refaire circuler la sève dans le corps social" signifie qu'ils comptent sur la collaboration de classes à un niveau décuplé pour passer leurs contre-réformes. En fait de "sève", il s'agit d'un venin !

Au regard de la manière dont se déroule les choses depuis le 6 mai, j'en tire la conclusion provisoire que le gouvernement Hollande-Ayrault ne va pas s'attaquer de front à la classe ouvrière, certes il va accorder de nouveaux droits et de nouveaux cadeaux aux patrons, mais il n'ira pas plus loin, le plus gros de son boulot va consister à préparer le terrain à l'UMP avant qu'il ne revienne au pouvoir, dit autrement, il va se borner à sonder plusieurs pistes, peut-être amorcera-t-il timidement certaines contre-réformes mais sans aborder le gros du morceau, à l'UMP et au Medef ils vont prendre note des réactions qu'elles auront suscitées chez les uns et les autres, et à la faveur de son retour au pouvoir, ils lanceront l'offensive, à la grecque, l'italienne ou l'espagnole au choix.

On pourrait se demander pourquoi finalement Hollande n'imiterait pas Monti ou Rajoy, tout de suite ou d'ici la fin de son mandat, après tout le PS dispose de tous les pouvoirs et il a la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour faire passer sa politique réactionnaire.

Cela ne proviendrait-il pas des deux facteurs suivants : d'une part, c'est l'aristocratie ouvrière et des pans entiers de la petite-bourgeoisie qui ont voté le 17 juin pour donner une majorité absolue au PS à l'Assemblée nationale, ils ne peuvent se les mettre à dos sous peine de prendre le risque de déstabiliser le régime ; d'autre part, le PS dispose d'une majorité bidon ou frauduleuse qui représente moins de 25% des électeurs, il doit tenir compte qu'il y a quelque 20 millions de travailleurs qui n'ont pas participé à ce vote et qui se tiennent en embuscade, sur lesquels ils ne savent pas trop quoi penser, qu'ont-ils rejeté vraiment, les institutions, les partis dont le PS, les deux, bref, impossible de compter sur eux pour faire passer ses contre-réformes.

A l'arrivée, le gouvernement et sa "majorité" se retrouvent plutôt isolés et fragilisés face à la dégradation de la situation sociale qui va s'amplifier dès l'automne, ils ne disposent d'aucune troupe qui lui soit fidèle, ils bénéficient du soutien des dirigeants syndicaux et des partis qui leur sont liés, mais ils savent aussi que leurs bases ne les suivraient pas s'ils emboîtaient le pas à la Grèce ou à l'Espagne, du coup et paradoxalement si l'on s'en tient aux apparences, c'est en France que la situation pourrait rapidement devenir incontrôlable sur le plan social et politique, parce qu'elle a conservé une tradition de lutte de classe que ne reflète ni le taux de syndicalisation ni le faible nombre de travailleurs organisés dans des partis ouvriers.

Ils ont multiplié les déclarations à l'emporte-pièces pour faire patienter les pans de la petite-bourgeoisie qui les soutiennent et pour faire bonne figure ils ont multiplié les gestes dans leur direction en revenant en partie sur la politique fiscale de Sarkozy. Au même moment, pour s'accorder un court répit, ils ont témoigné leurs bonnes intentions envers le patronat en soutenant le plan Varin chez PSA...

Tout cela fait penser à du bricolage, à quelqu'un qui voudrait s'engager dans une voie qu'il sait miné et qui s'entoure de précautions, plus pour se protéger lui-même que pour véritablement avancer. Nous en sommes encore à la période de l'enfumage et de l'hypocrisie totale en guise de mode de gouvernement, bien que le voile ait commencé à tomber avec l'augmentation misérable du smic ou son soutien à la direction de PSA.

Un jour j'ai émis l'idée que l'arrivée au pouvoir du PS et ses satellites correspondait à l'ouverture d'une période où le statu quo était la règle, où en quelque sorte ils se borneraient à gérer les affaires courantes tout au long d'un quinquennat sans revenir sur l'essentiel des lois antisociales adoptées par le précédent gouvernement et sans s'engager à fond dans des contre-réformes qui seraient forcément impopulaires, comme si finalement le PS jouait le rôle d'amorce et de temporisateur avant la tempête qui serait déclenchée par son successeur.

Sur tous les plans, la marge de manoeuvre du gouvernement est réduite par rapport à 1981, d'autant plus qu'il n'a le soutien que d'une minorité de la population contrairement à ce que peuvent indiquer des sondages réalisés par des instituts complaisants à son égard, au même titre que les agences de notation, cela ne vous aura pas échappé. Après cinq ans de sarkozisme, les masses affichent plutôt une certaine neutralité à son égard, qui ne durera pas éternellement, qui correspond plus ou moins inconsciemment à l'attente de mesures concrètes ou à une approche fataliste de la situation en dehors de toute perspective correspondant à une issue politique rompant avec la politique mise en oeuvre au cours des dernières décennies.